



Les attaques gouvernementales faites actuellement contre les fonctionnaires et les services publics nécessitent des ripostes partout, dans tous les lieux d'expression, y compris dans les pseudo-cadres de « dialogue social ». Ce ne sont pas des lieux où dire amen !

Ainsi, lors du CTAC du 14 février, Sud Centrale Solidaires a vivement réagi aux dernières annonces gouvernementales concernant la Fonction publique et ses agent.e.s, opposant un non massif à la mise en place de la Direction Interministérielle de la Transformation Publique - DITP (sic !), fer de lance de la réforme annoncée dans le cadre de CAP2022.

Sud Centrale Solidaires a interpellé l'administration sur les VRAIS problèmes des agent.es. : la question de la réorganisation du service de Sécurité-sûreté, les absences liées aux conditions climatiques, la politique de lutte contre le harcèlement et la journée internationale des luttes des femmes...

Déclaration au CTAC du 14 février

Impossible de commencer ce CTAC sans parler des **attaques frontales contre les fonctionnaires** annoncées le 1^{er} février par le gouvernement dans le cadre de CAP2022 :

- Plan de départs volontaires que nous n'hésitons pas à qualifier de « **plan social** ».
- Recours accru à la **privatisation et à l'embauche de contractuels** avec pour objectif affiché de supprimer 50 000 emplois dans la FPE, qui selon le premier ministre permettra d'« *adapter le statut de la Fonction publique, de l'assouplir, de faire en sorte qu'il puisse redevenir (sic !) un cadre efficace pour l'action publique (re sic)* ».
- Recours accru à l'**individualisation des primes** qui permettront peut-être de faire des économies mais qui surtout supplanteront les augmentations collectives de revenus.
- **Disparition programmée des commissions paritaires et la fusion des instances CHS et CT**, à l'instar de ce qui s'est passé dans le privé dans le cadre des ordonnances Loi Travail.
- De plus, élément qui va nous impacter en administration centrale, nous nous autorisons ici à citer le Point qui n'est pas un journal ni pro-fonctionnaires ni pro-syndical : « **Les diplômés de l'ENA issus des grands corps les plus prestigieux seront désormais affectés deux ans après leur sortie de l'école de la haute fonction publique aux « projets prioritaires » de l'exécutif** ». Ceci sans doute au nom de la sacro-sainte idée d'une administration dite « *stratégie* ».

Ces nouvelles annonces se rajoutant à celles dont nous avons déjà parlé ici : **rétablissement du jour de carence, gel du point d'indice, compensation partielle de la CSG et report de l'application au 1^{er} janvier 2019 des mesures PPCR**. Et pour fermer le ban : **Plan Ministériel de Qualification à zéro pour 2018 !**

Or, on le sait, au nom de l'exemplarité de Bercy, notre ministère est devenu le **premier contributeur dans les réformes et les suppressions d'emplois publics**. Et le secrétariat général est - et restera - en première ligne dans l'application et la mise en œuvre de ces réformes et nous le voyons concrètement aujourd'hui à travers l'examen du projet d'arrêté portant organisation de la DITP, premier point de notre ordre du jour. **DITP qui est le véritable fer de lance du vaste plan de réformes Action publique 2022**, qui inonde même déjà les épreuves de concours, comme on l'a vu dans les épreuves du concours de B en A du 8 février dernier. C'est d'ailleurs depuis les locaux de la DITP, avenue de Ségur, que le premier ministre et le ministre de l'Action et des Comptes publics ont annoncé ces mesures qui aboutiront, nous le craignons, à la fin du statut de la Fonction publique et au démantèlement de l'État, dont notre ministère et son administration centrale sont parties intégrantes.

Autant le dire d'emblée, **nous voterons CONTRE ce projet d'arrêté**. Pour contrer ces projets délétères, **Sud Centrale Solidaires** et sa fédération lancent une campagne publique de dénonciation visant à faire connaître nos missions. Nous voulons ainsi mettre en avant notre vision d'un ministère réellement redistributeur et défenseur des intérêts fondamentaux de l'ensemble des citoyen.ne.s.

A contrario, une partie des préoccupations actuelles des agent.e.s ne seront pas abordés aujourd'hui.

Au sujet des **intempéries** (crues et neige) de ces dernières semaines, nous avons attiré votre attention sur les risques de traitements différenciés des agents. L'application des mesures décidées par le SRH, à savoir l'attribution de journées d'autorisation d'absence, n'a pas été communiquée à l'ensemble des agent.e.s. Certain.e.s nous ont signalé que leur responsable refusait d'accorder ces autorisations et ont été contraints de régulariser leur situation en poser des jours de congés. **Nous vous demandons de rétablir une égalité de traitement entre tous les agents de l'AC dans les meilleurs délais.**

Autre point sur lequel nous souhaitons revenir, **à la demande des personnels Sécurité-sûreté, la question de la réorganisation de ce service** est toujours latente. Un groupe de travail devait être organisé sous la houlette de la SG. Ce GT aurait permis aux personnels d'être acteurs du projet les concernant. Ils auraient pu également rappeler leur opposition à toute perspective de scission de leurs missions.

Après la mise en place des espaces de convivialité dans le grand Bercy, nous avons appris que l'administration centrale continuait dans le style « branchitude », avec l'organisation d'un afterwork à l'Indiana café : que penser de cette démarche ? Serait-ce que le ministère aspire à devenir une start-up à l'instar de ce que le Président de la république souhaite pour la France : « *la nation des starts-up* » ?

Pour terminer, parce que ce sujet d'importance se doit d'être mis en exergue, notre ministère affiche partout sa priorité en faveur de la lutte contre les violences faites aux femmes, contre le harcèlement moral et contre le harcèlement sexuel. C'est pourquoi **nous demandons, à partir de cette année, que le 8 mars soit définitivement sanctuarisé, sans aucune réunion institutionnelle** afin de donner une pleine visibilité à cette **journée de lutte internationale** qui a plus d'un siècle et que les agent.e.s puissent participer aux différentes initiatives organisées ce jour-là.